

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITE

14, rue Drouot (Paris 9^e) - Téléph. : CENTRAL 63-70

Abonnements : Paris 20 fr. Départements 24 fr. Etranger 32 fr.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) - Téléph. CENTRAL 80-82

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) ; Cinq Centimes

LE DEVOIR DES RADICAUX

La Justice FISCALE

Le parti radical doit se montrer digne de toutes les espérances que le peuple, le peuple qui se bat comme le peuple qui travaille, a placées en lui.

Les journalistes se trouvent entretenus avec le public, avec l'ensemble des citoyens de toutes les classes, des rapports qui ne sont pas ceux qu'entretenaient les élus avec leurs électeurs ; c'est ainsi qu'ils peuvent dire aux chefs du parti radical ce que l'on attend de son initiative et de son acharnement.

La guerre aura été, pour nombre d'électeurs, une école de politique. Les paysans sont restés en contact constant avec les ouvriers des villes et avec les soldats et les officiers des professions libérales. Les uns et les autres ont mis en commun leur savoir et leur expérience. Ils ont discuté et ils ont réfléchi. Tous nous reviendront plus savants et plus sages.

Déjà l'on peut deviner ce que sera l'état d'esprit de ces citoyens dont la guerre aura développé les connaissances et exercé l'intelligence. Dans leurs lettres, et, quand ils viennent en permission, dans leurs propos, ils ne dissimulent rien, ni leurs inquiétudes, ni leurs espoirs. Or voyez, dès maintenant, ceux qui appartiennent aux classes laborieuses, ceux qui n'étaient point, avant la guerre, des adeptes du socialisme ; ils ont, presque tous, placé dans les élus radicaux et dans les organisations radicales, une partie de leurs espérances d'après-guerre.

Les réactionnaires chaque jour, nous apprennent que le parti radical est mort et que le peuple des armées est dés aujourd'hui tout acquis au nationalisme clérical. Ils se méprennent gravement et, s'ils se donnaient la peine de scruter un peu l'âme des soldats, ils le constateraient bien vite.

C'est, pour une bonne part, à l'action tenace des paysans reconnaissants que le parti radical doit le grand honneur que lui fait la nation sous les armes en lui confiant la garde et la défense de ses intérêts. Les paysans ne sont pas des ingrats. Ils n'ont rien oublié de ce que les radicaux ont demandé et obtenu pour la démocratie des campagnes. Et, sans avoir couru les réunions publiques, ni même lu beaucoup de journaux, ils connaissent bien le personnel politique de la République. C'est que l'action publique des partis et des hommes les touche plus directement. Ils se rendent mieux compte de ce que c'est que l'impôt, parce que tous le payent, même les plus humbles. Ils ont vu, sur leurs feuilles de contributions, la différence qu'il y a entre la gestion des uns et la gestion des autres. Les lois d'assistance et de solidarité, ils en sentent, mieux que les ouvriers des villes, l'utilité et les lacunes, car l'application s'en fait sous leurs yeux, tous les jours, à des personnes qui sont leurs voisins, leurs amis, ou leurs parents, elle se fait essor en petit pour que leur esprit puisse en envisager tous les aspects. Plus exactement que les hommes des villes, ils connaissent la valeur de l'argent ; l'argent, chez eux, se gagne plus lentement et se dépense avec moins d'insouciance.

Or, justement, les problèmes qui intéressent les soldats des classes laborieuses, ceux dont ils parlent, ceux dont la solution les préoccupe, ce sont, avec les grands problèmes diplomatiques qui engagent le sort et l'avenir de la nation, les problèmes d'un ordre dans lequel l'expérience des ruraux les a fait passer maîtres : les problèmes économiques et fiscaux.

Interrogez un soldat, un soldat qui, avant la guerre, gagnait sa vie modestement par un travail acharné, un soldat comme ils sont presque tous, dans ce pays où les grosses fortunes et l'absolue misère sont pareillement rares ; interrogez ce soldat, — ce « poilu », comme on dit au music-hall et dans les journaux illustrés.

Il y a des chances pour que, s'il vous ouvre son cœur, il vous laisse paraître que trois questions le préoccupent : Les loyers, Les réparations et pensions, Les impôts.

Le soldat qui se bat, et ne gagne que cinq sous par jour, ne veut pas avoir à payer ses loyers, en rentrant chez lui. Il sait, ou, du moins, il comprend bien, qu'il n'aura pas à le payer directement, sous forme de « fermes » à son propriétaire.

Mais il ne veut pas non plus avoir à les payer indirectement, et peut-être plus cher, sous forme d'impôts. Il ne veut pas avoir à rembourser à l'Etat, sous forme de contributions directes ou indirectes, les indemnités qui pourraient être allouées aux propriétaires.

Les soldats espèrent aussi que nous, de leur journaux pas le mauvais tour de les obliger à restituer sous forme d'impôts encore, les sommes que nous devons leur accorder quand ils auront souffert de la guerre, dans leurs biens, ou dans leurs personnes, ou dans la personne de leurs proches. Ils ne veulent pas rendre d'une main ce qu'ils recevront de l'autre. Ils ont bien accepté de se faire à eux-mêmes leurs pensions d'ouvriers, parce que leurs employeurs collaboraient à la constitution de la caisse des retraites par des contributions

obligatoires. Mais, l'argent qui leur sera attribué, parce qu'ils ont été rendus moins propres au travail, ou parce que leurs maisons auront été brûlées, ils souhaitent ne pas avoir à le lever sur leurs propres gains, ou à le verser au fisc en payant plus cher tout ce qui est nécessaire à leur vie.

Tout ce qui sera fait, ne sera équitable, selon la Démocratie des armées, que si l'on réalise auparavant une réforme radicale de l'impôt, que si l'on substitue à toutes les contributions qui frappent les ouvriers et les paysans une taxe unique, l'impôt sur le revenu.

Or l'impôt sur le revenu, c'est le parti radical. Les paysans le savent ; les confédérés des Ligues de M. Jules Roche, et leurs affiches, on distribue dans les tranchées, ont appris aux cultivateurs des hameaux les plus isolés, que le programme radical c'est surtout l'impôt sur le revenu, et que l'impôt sur le revenu ne saurait être réalisé que par les radicaux.

Cette réforme était populaire surtout dans les campagnes. L'œuvre de justice qu'elle réalisait était surtout sensible aux paysans ; ses avantages leur apparaissent plus concrètement. Chacun savait que, cet impôt appliqué, c'était telle somme qui, chaque année, ne lui serait plus enlevée par le percepteur.

La guerre a fait de cette réforme de l'impôt l'espérance de tous les soldats, hommes des villes comme des campagnes. Les paysans ont fait l'éducation fiscale des citadins. Et, par-dessus le marché, les meilleurs financiers de la République sont parmi les chefs du parti radical. Ceux des ministres qui ont fait naître les plus grandes et les plus légitimes espérances pour ces campagnes, ce sont les ministres des Finances du parti radical. Les noms qui sont attachés à l'idée de justice fiscale, de réforme de l'impôt, ce sont des noms de radicaux.

C'est pourquoi le peuple des armées, éclairé par nos paysans économes et prévoyants, place, comme la moitié du peuple de l'arrière, ses espérances d'après-guerre dans le parti radical et dans ses financiers.

Il ne faut pas que les radicaux ignorent ce que l'on attend d'eux.

Georges CLAIRES.

La Conspiration des Ciseaux

La Censure, qui tolère les ordures que vous savez dans les poubelles de droite, et qui laisse exposer aux regards, non seulement au public français, mais encore au public mondial, les moins flatteuses productions de la clique antirépublicaine, a eu le front, hier, de nous demander l'échappage du passage essentiel de notre route.

Les gens de droite pouvant sans dommage refuser d'observer les consignes données par le Bureau de la Presse, nous avons pris sur nous d'en faire autant.

Mais il ne faut pas que la Censure puisse supposer une seule minute que nous nous en tiendrons là.

Longtemps, nous avons patienté. Une partialité pas même déguisée, l'indulgence plénière pour tout ce qui combat les institutions et les hommes que nous aimons, les pires rigueurs pour les défenseurs du régime auquel nous désirons la victoire — nous aimons répéter cette formule que, peut-être, la Censure n'osera pas supprimer — tout plaisir de sinon contre M. Maruéjouls, qui fait ce qu'il peut pour accommoder au goût égalitaire des mots d'ordre qui sont parfois étranges, du moins contre la Censure elle-même, et les hommes qui, à la Censure, sont plus puissants encore que M. Maruéjouls.

Nous comptions avoir au moins le droit de répondre. On nous a contesté ce droit. Ne rappelons pas des faits récents ; ils sont dans la mémoire de tous, et nul acte d'accusation ne saurait être plus impressionnant que le souvenir de cette succession de scandales.

Pourquoi, on a bien voulu nous promettre des enquêtes, par exemple lorsqu'un journal de Marseille se permit d'accuser des députés français d'être vendus à l'Allemagne. Nul n'a jamais connu le résultat de ces enquêtes.

D'autres fois, on ne nous a rien promis, et c'était au moins plus franc. Maintenant nous en avons assez. Tant que la Censure ne nous paraît que stupide, nous voulons encore bien nous incliner. La voilà qui se démasque, sous l'accoutrement du bouffon, on devine le poignard (Pardon !... le ciseau) du conspirateur.

Il y a vraiment des gens qui ne se consolent jamais de ce que la République ait pu triompher de ses ennemis du dehors comme de ceux du dedans.

L'histoire se recommence, les patriotes se refusent à séparer dans leur esprit et dans leur cœur, la France de la République.

Tant pis pour la Censure et pour les censeurs, s'ils persistent à mutiler à coups de ciseaux les témoignages constants de l'attachement de la presque unanimité du pays à la Démocratie pacifique mais victorieuse !...

Jean COLDSKY.

P. S. — Après la duplicité, la stupidité. On nous supprime notre article sur la journée du Poltu. Nous disions dans cet article : « Il n'y a ni préparation, ni scandale ».

Le Bureau de la Presse voudrait-il que le public s'imaginer le contraire ? — J. G.

LA GUERRE

Violents Combats DANS LA SOMME

Les Allemands attaquent sans succès à Sailly-Saillisel A l'est de Verney en Santerre, ils prennent pied dans nos tranchées, mais pour y être tués ou pris

Communiqués Officiels

809^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

18 octobre, 15 heures.

Au nord de la Somme, hier en fin de jour.

nos positions de Sailly-Saillisel. Trois attaques débouchant du nord et de l'est ont été successivement brisées par nos feux qui ont valu à l'ennemi des pertes sensibles. Tous nos gains ont été intégralement maintenus. Aucune action d'infanterie au cours de la nuit.

Au sud de la Somme, vers cinq heures, une de nos tranchées à l'est de Verney-en-Santerre. Quelques fractions ennemies appartenant à la première vague ont réussi à pénétrer dans nos éléments avancés. Contre-attaqués aussitôt par nos troupes, les occupants ont été tués ou faits prisonniers. Les vagues suivantes, prises sous nos tirs de barrage ont dû reculer en désordre en laissant des morts sur le terrain.

Au sud de l'Avre, nos reconnaissances ont pénétré dans une tranchée ennemie de la région de Fresnières et ramené des prisonniers.

Dans les Carpathes

Londres, 18 octobre. — Du Bucarest au Daily Telegraph.

La situation reste sérieuse. Notre défensive dans les Carpathes doit être spécialement effective et devrait faciliter une offensive sérieuse sur notre front sud, si les Alliés envisagent le même but et exercent une pression sur le front balkanique et sur le front russe du nord. On croit que l'ennemi a sur le front transylvain 16 divisions. (Information.)

NOS ALLIES RESISTENT

Zurich, 18 octobre. — On mande du quartier général à la presse allemande que les Roumains opposent une résistance acharnée autour des défilés, sur le front oriental, de même qu'au sud et à l'ouest du bassin de Bresso. (Information.)

L'EFFORT RUSSE

Genève, 18 octobre. — D'après la Nouvelle Presse Libre de Vienne, les Russes reçoivent, en ce moment, de gros renforts en Bukovine. Les attaques contre Kiribaba ont repris avec acharnement. Plus activement que jamais, les Russes font des efforts désespérés en vue de couper toute communication avec la Hongrie. (Information.)

Le plan d'Hindenburg

Londres, 18 octobre. — La deuxième armée roumaine fait des efforts héroïques pour arrêter la poussée du général Falkenhayn qui essaie de déboucher de Bresso par les quatre défilés conduisant à la plaine roumaine. Il semble que l'ennemi menace la Moldavie et aussi la Valachie car, d'après des dépêches de Pétersbourg, une nouvelle offensive austro-allemande s'est produite près de Dorna-Vatra au point de jonction des frontières entre la Bukovine et la Roumanie ; c'est là que se trouvent les armées des généraux Letichy et Prsan que séparant malheureusement la crête des Carpathes. Il est possible, cependant, que les

Au sud-est de Reims, un autre combat exécuté par nous dans le secteur La Pompelle a parfaitement réussi.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Malgré la pluie qui est tombée abondamment dans la nuit, nous avons progressé sur divers points entre la route Albert-Bapaume et Lesbœufs. Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

COMMUNIQUE SERBE

Salonique, 18 octobre. — Combats sur tout le front. Aucun événement important à signaler. Nous avons fait 20 soldats bulgares prisonniers.

COMMUNIQUE DE L'EMPRUNT

Un grand nombre de souscripteurs à l'Emprunt, qui, dans les campagnes, effectuent leurs versements aux bureaux de poste ont exprimé le désir que les coupons de la Rente française fussent payables dans ces mêmes bureaux sans qu'ils soient obligés d'aller à la perception.

Les ministères des Finances et des Postes se sont mis d'accord pour donner, à bref délai, satisfaction à ce désir dans des conditions qui seront très prochainement portées à la connaissance du public.

mouvements du maréchal Hindenburg dans cette région, n'ont rien d'un but purement défensif, à savoir d'empêcher la descente des Carpathes par les armées russes et roumaines dans la plaine hongroise au nord-est.

Il ne faut pas attacher une trop grande importance à la retraite partielle du général Mackensen dans la Dobroudja. En résumé la Roumanie se tient sur la défensive, l'ennemi ne peut pas faire de progrès marqués. Entre temps, les armées russes avancent et les forces groupées sous la direction du général Sarrail viennent en aide à la Roumanie d'une façon plus efficace. —

Violente bataille en Galicie

Londres, 18 octobre. — Du Morning Post. Sur un large front très étendu, qui va de la Volhynie à la Galicie, les armées russes sont fortement engagées avec l'ennemi. Malgré leur braviolage, les rapports de Petrograd indiquent que Broussiloff fait un considérable effort pour pénétrer jusqu'à Kovel, tandis que les forces de Tcherbatoff essaient de se frayer une route vers Malicz.

Un nouveau navire

Rome, 18 octobre. — Le Giornale d'Italia donne dans son dernier numéro quelques renseignements sommaires au sujet d'un nouveau type de navire italien, qui paraît appelé à faire sensation dans le monde maritime.

Cet appareil, dans lequel le pétrole remplace le charbon comme combustible, atteint une vitesse qui n'a jamais été obtenue jusqu'à présent. En marche normale, cette vitesse serait de 80 kilomètres, c'est-à-dire le double de celle du plus grand dragueur autrichien et dépasserait ainsi toute attaque des sous-marins. (L'Information.)

Un steamer allemand échoué

Stockholm, 18 octobre. — Un rapport envoyé le Landost annonce que le steamer allemand Thagos s'est échoué sur suite d'une violente tempête. Il faisait partie d'une flottille de neuf navires qui, près dans la tourmente, demandèrent, par signaux, des pilotes auxquels il fut impossible de répondre.

La flottille était sur le point de sombrer ; cependant, huit des steamers dont se composait le convoi, réussirent, non sans de grandes difficultés, à atteindre un abri.

Plaidoyer pour M. Briand

Demain, et les jours suivants, je ferai part aux lecteurs du Bonnet Rouge de quelques informations recueillies pendant un voyage de quelques jours, et je montrerai, par des citations de la presse allemande, quels mauvais services rend la Censure à la cause qu'elle prétend servir.

Mais je ne veux pas attendre un jour pour dire ce que je pense des bruits qui se répandent à propos de la situation de la Roumanie, et des responsabilités encourues par les différents gouvernements.

On se souvient qu'au moment de l'intervention roumaine, nos bons confrères étaient tout feu tout flamme. C'était la victoire rapide, certaine, définitive.

A peu près seul dans la presse, le Bonnet Rouge s'efforçait de réagir contre des illusions dangereuses.

Nous insistions sur l'intérêt qu'il y avait à ne pas perdre de vue que, dès maintenant, il fallait songer à mener dans les Balkans la bataille diplomatique au même titre que la bataille militaire, et nous suggérions qu'il ne serait pas si maladroite pour les chefs des nations de l'Entente de s'efforcer de profiter d'un moment heureux pour engager, ou tenter d'engager, des conversations susceptibles de diviser l'adversaire.

pour lesquelles il ne fallait pas attendre de résultats prochains et décisifs de l'avance combinée des Russes et des Roumains. » Et nos conclusions : « L'Entente doit être victorieuse. Mais sa victoire sera d'autant plus certaine et d'autant plus solide qu'elle saura modérer ses desirs et discipliner les bous des peuples qu'elle a groupés, non sous l'église d'un conquérant, mais sous la bannière du droit. »

Au début de septembre, la Censure nous laissait écrire que « plutôt que de récriminer contre les conditions difficiles de certaines opérations militaires, on pourrait peut-être chercher par la voie diplomatique la solution la moins coûteuse... »

Nous écrivions encore : « La victoire n'est pas faite que de succès militaires. » Si je me permets ainsi de me citer moi-même, on verra bien me pardonner que ce n'est pas vanité. C'est seulement pour indiquer à la fois l'unité de nos vues, et les raisons pour lesquelles nous nous voyons sans être suspect, intervenir aujourd'hui quand de bons confrères, qui n'étaient pas des derniers à commettre les pires gaffes de la semaine — ou du mois, prétendaient s'en prendre au Gouvernement de ce que les faits n'ont pas justifiés leurs prévisions.

A la vérité, si les publicistes ne prétendaient pas dénoncer les événements militaires, ils seraient moins fâchés de certains accords qui les affligent surtout en ce sens qu'ils démentent leur génie prophétique.

Ce matin, c'est M. Gustave Hervé qui écrit des choses que — soit dit sans offenser la sœur — on ne nous aurait jamais laissés écrire lui. Qu'en on juge plutôt.

Le Commission de l'Armée, dit M. Gustave Hervé, a interrogé hier le président du Conseil

et le ministre de la Guerre sur la situation en Orient ; je ne sais pas ce qui s'y est passé, mais les représentants de la nation ont dû dire au Gouvernement que l'opinion publique française ne le félicite pas de la façon dont la guerre a été conduite en Orient depuis l'intervention roumaine.

Et le directeur de la Victoire ajoute :

On ne nous fera jamais admettre que lorsque l'intervention de la Roumanie a été décidée, si les gouvernements italien, anglais et français, si les chefs-majors des trois grands alliés d'Occident s'étaient réunis et s'ils avaient examiné seulement quelques heures ensemble la situation créée par l'intervention roumaine, ils n'auraient pas demandé aux gouvernements russe et roumain, et à leurs chefs-majors, la nécessité d'extirper d'abord, avant toute autre chose, l'épine bulgare.

Tout ceci est peut-être très vrai. Seulement, cela aurait gagné à être dit plus tôt. C'est trop facile de prodiguer les coups d'encensoir aux jours de beau temps, et de se fâcher tout rouge dès que le ciel s'assombrit.

Nous ne pensons pas que M. Briand et le Gouvernement français soient en rien responsables des difficultés actuelles. Nous devons à M. Briand l'expédition de Salonique. Nous savons quels furent les efforts de notre Président du Conseil auprès des alliés de la France pour obtenir que ceux-ci fassent le maximum pour que Sarrail puisse disposer d'effectifs importants.

Mais nous nous permettons de faire remarquer à M. Hervé qu'un Gouvernement ne peut exercer une pression utile sur des gouvernements amis qu'autant qu'il est lui-même l'objet d'une pression populaire. En dehors du Parlement, qui peut exercer une pression populaire, manifester les sentiments de l'opinion publique, si ce n'est la presse ?

Nous écrivions un jour que notre opposition constituait peut-être la meilleure des collaborations ; faut-il encore rappeler comment, toujours, nous nous sommes efforcés d'inviter notre ministre des Affaires Etrangères à montrer à nos alliés l'importance que l'opinion attachait à l'expédition de Salonique ?

En régime parlementaire, un président du Conseil n'est pas seulement un chef ; c'est aussi un représentant du peuple, puisqu'il est responsable devant les Chambres, et qu'il doit s'en aller le jour où il est en désaccord avec le sentiment populaire.

Le jour où parlementaires et journalistes remplissent tout leur devoir qui est de contrôler et d'informer sans bluff, sans vanes manifestations — sans courtoisie non plus — ils auront le droit de protester très haut lorsqu'un Chef d'Etat, marchand contre la volonté populaire, n'aura pas l'exécution du succès.

Mais jusque là, ils n'ont qu'une chose à faire : se taire. D'autant plus que la situation n'est pas tellement inquiétante. On peut être assuré que M. Briand, qui est éloquent, a su dire ce qu'il convient d'excellentes choses, comme on peut être certain que Sarrail ne perd pas son temps.

Général N.

Partira... Partira pas...

LE ROI CONSTANTIN QUITTERAIT ATHÈNES DES SOLDATS ALLIÉS DEBARQUENT AU PIREE

Athènes, 17 octobre. — L'amiral Darigou du Fournet a avisé le maire du Pirée et le chef de la police d'Athènes qu'en raison des événements qui se sont produits ce matin au Champ de Mars, menaçant de troubler l'ordre public, il a été décidé de débarquer des détachements alliés au Pirée et à Athènes, afin d'assurer l'ordre public. La mesure ne comporte pas de discussions. (Havas.)

Le roi quittera-t-il Athènes ?

Athènes, mardi. — Le roi Constantin a de nouveau changé ses plans. Il a décidé de quitter la capitale et a informé le président du Conseil de sa décision. M. Lambros qui avait vu le roi à Taloi fit tous ses efforts pour le détourner de son projet, mais n'ayant pu parvenir, il revint en hâte à Athènes. Là, il eut des entretiens avec MM. Skouloudis, Goumaris et Dragoumis jeune, qui se rendirent à Taloi pour supplier le roi de ne pas prendre une décision irréversible.

Sur leurs instances, le roi consentit à différer son départ.

Il régna au Palais royal une extrême nervosité. Le roi et la reine ont, dit-on, leurs bagages tout préparés pour le départ.

Athènes, mardi, 2 h. 46 de l'après-midi. — De continuelles allées et venues ont eu lieu toute la nuit entre Athènes et Taloi, résidence d'été du roi. Tous les fonctionnaires de la Cour ont été appelés au palais. (Daily Mail.)

Bourse de Paris

DU MERCREDI 18 OCTOBRE 1916

Marché peu animé, les fluctuations de la cote sont minimes.

Fonds d'Etat : Français 3 %, 61 40 ; 5 %, 90. — Extérieure 96,90. — Russe 1894, 63 ; 1906, 87,30.

Actions diverses : Union parisienne Russo-Astienne, 600. — Nord, 1.370. — Lyon, 1.060. — Nord de l'Espagne, 416 50. — Monaco, 2.985 ; 175, 599. — Dynamite, 810. — Say ord., 499. —

Alphonse XIII à Saint-Sébastien

Ralphon XIII, accompagné du comte de Romanones, président du conseil, vient de se rendre à Saint-Sébastien.

Les commentaires au sujet de ce voyage ont été d'autant plus animés dans les milieux politiques espagnols que ce déplacement imprévu a coïncidé avec l'arrivée dans la même ville des ambassadeurs d'Espagne en France, en Russie, en Italie et d'autres diplomates étrangers.

APRÈS L'ARRESTATION DE ROCCHETTE

Un Scandale d'avant-guerre

Rochette est arrêté !

En d'autres temps, cette nouvelle sensationnelle eût été qualifiée de « coup de théâtre » mais, actuellement, les « coups » du théâtre de la guerre ont ému l'opinion à ce point que les événements les plus imprévus la laissent indifférente.

L'arrestation de Rochette est, pour le moins, inattendue. Depuis longtemps, on le croyait loin, très loin, au Mexique où on disait qu'il s'était ménagé d'utiles relations, ou ailleurs. On l'y avait recherché jusqu'au jour où la police impuissante semblait avoir renoncé à jamais mettre la main sur lui. Dans les premiers mois qui suivirent le retour de Bordeaux du Gouvernement Bourbon, on disait qu'il était devenu fournisseur de l'Armée par l'intermédiaire d'un « ancien membre du Conseil d'administration » des Sociétés, le marquis de Crévecoeur. Puis, le silence s'était fait.

Mais la police veillait. Elle ne dormait que d'un œil. Il faut dire que là où les savantes déductions des Sherlock Holmes de la Sûreté Générale — et aussi de certains journaux — n'avaient servi à rien, le Hasard, le dieu Hasard, cette grande Providence des policiers dans l'embaras, fit merveille.

Des inspecteurs de la Sûreté étaient fort intrigués par un motocycliste rattaché au groupe n° 2, à Amiens. Ils le surveillèrent et ses relations ne tardèrent pas à le intriguer. Ce motocycliste s'appelait Georges Bienaimé et il s'était engagé le 26 août 1914 au 6^e bureau du recrutement de la Seine, rue Saint-Dominique à Paris, où il avait contracté un engagement pour la durée de la guerre.

Le 26 août 1914. C'était au moment où l'on refusait les engagements volontaires. En tous cas, on les ajournait. Il fallait des démarches nombreuses, des influences et presque des supplications pour être admis comme combattant si l'on était déchargé de toutes obligations militaires.

Cependant, il y avait des exceptions, notamment pour les motocyclistes. Tous ceux qui pouvaient se procurer une motocyclette étaient pris d'emblée sans difficulté — avec leur machine. C'est ainsi que Georges Bienaimé fut incorporé non sans avoir toutefois présenté des papiers à ce nom, bien en règle.

C'était Rochette, l'ancien directeur du Crédit Minier et de tant d'autres entreprises financières.

Il avait secoué la poussière de ses souliers sur le sol de son ingrater Patrie, mais il n'avait pas voulu se dérober au Devoir militaire. Il voulait acquitter l'impôt du sang et il avait trouvé le moyen de servir sans se découvrir. Pendant plus de 26 mois il y avait réussi.

L'affaire Rochette n'est pas chose aisée. L'action financière n'est pas éteinte. Le scandale financier qui a abouti à un krach de 200 millions et qui est son écho au Palais-Bourbon va retentir à nouveau dans l'enceinte du Palais de Justice. On reparle de la « Commission d'enquête » que présida Jaurès, du document Fabre, du rôle de M. Barthou et de la police... Jaurès n'est plus. Le procureur général Fabre est mort à Aix.

Mais l'arrestation du coupable, l'affaire Rochette n'est pas une résurrection des scandales d'avant-guerre. C'est tout au plus une exhumation !

Jacques LANDAU.

Le BONNET ROUGE parle net, souvent avec hardiesse, parfois crânement, mais ne bluffe jamais.

Colonisons la France

Ce dont souffre notre région la plus industrielle

Saint-Etienne. (De notre envoyé spécial.)

Le centre qu'est le département de la Loire, était le plus important de France, il y a un quart de siècle, au point de vue industriel et commercial. La quincaillerie, la minoterie, la verrerie, l'épicerie, les liquides, la rubanerie, malgré les difficultés de transport, les tarifs trop élevés des compagnies, la concurrence de dix autres régions, Julien, se développa, fleurissait.

Le P.-L.-M. n'accorde pas, à cette région, certains tarifs avantageux qu'il accorde sur d'autres parties de son propre réseau, parce qu'il n'a pas à lutter contre le trafic des voies navigables dont les pouvoirs publics n'ont point doté ce département. Il s'en suit que les prix de revient des matières premières importées, nécessaires à l'industrie, ainsi que l'importation des denrées alimentaires indispensables, s'accomplissent avec un supplément de frais, les prix doivent y être plus élevés. Ils doivent y être d'autant plus élevés que toute la région est un centre de consommation extrêmement important, que sa propre production est loin de satisfaire ; ce centre a vu son importance s'accroître, de par la guerre, d'une façon imprévue ; les suppléments de population qu'amènent la fabrication des canons, des obus, des fusils, l'exploitation des mines, etc., demeurent même insoupçonnés, du point de vue de consommation, et font occasionner une crise alimentaire plus intense qu'ailleurs.

Au début des hostilités, la Loire comptait environ 680.000 habitants, que la mobilisation réduisit à 570.000 environ. Dans les demandes de farine, de blé, de sucre, formulées par le Comité de ravitaillement et la

Aux Écoutes

La

C'est bien, c'est entendu. On crée la Ligue du Souvenir, pour qu'il n'y ait jamais de s'effacement entre les peuples déshérités, les fermes de discordes qui déchireront dans l'avenir des conflits nouveaux, naissant des vieux conflits dont on perpétuera le souvenir.

Car enfin, il faudrait de la franchise. Ceux qui veulent les Français n'oubliant pas, disent ceci :

« Qu'adviendra-t-il après la guerre ? Nous ne voulons pas le rechercher. Nous ne combattons aucune tendance, nous ne voulons que l'ignorance. Les hommes, se les leurs tempéraments divers, pardonneront à la Bête allemande s'ils le veulent et quand ils le voudront ; ils lui pardonneront sans conditions ou aux conditions qu'ils auront fixées ; mais il faut d'abord qu'ils sachent la vérité ».

Ces paroles, signées de MM. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle ; G. Simon, maire de Nancy ; G. Keller, maire de Lunéville.

reste fidèle, car sa longue absence n'est pas volontaire et je ne me plains à Dieu que de ses ennemis.

Omar ayant écouté cette femme, prit des informations. Après avoir appris qu'elle était fort honnête et que son mari servait dans l'armée depuis deux ans, il alla trouver sa fille Hafsa, une des veuves du Prophète, et lui dit :

Hafsa, tu es veuve du Prophète et peut-être la plus saine et la plus sincère des femmes musulmanes. Je te prie de me renseigner sur un point très important ; laisse de côté la pudeur pour l'instant, car l'affaire est sérieuse.

« Je suis prête à te satisfaire. De quoi s'agit-il ? »

« Pendant combien de temps une femme bien née peut-elle supporter l'absence de l'époux ? »

« Quatre mois, répondit Hafsa. — Et cinq mois ? — Elle les supportera péniblement. — Non, dit Hafsa, elle ne pourra les supporter sans manquer à son époux. »

Omar convoqua ensuite une assemblée de vieilles matrones et les consulta sur le même sujet. Il obtint d'elles la même réponse. Il fit revenir le mari dont l'épouse subsistait de si cruels insomnies, et il ordonna aux chefs de ses armées de ne plus retenir les hommes plus de quatre mois, sans leur accorder des congés, pour leur permettre de consoler leurs femmes.

Il ne faut pas oublier que les femmes d'Orient ont moins de retenue que les Européennes et vivent sous un climat plus chaud que le nôtre.

« Ce qui me même les batteurs auront à subir. »

C'est évidemment que M. Cambon regarde la Venti. Il tient à examiner toutes les difficultés qui ne manqueraient pas de surgir quand la vie industrielle de l'humanité sera toute entière à réorganiser.

L'environ, dit-il, ne se présente pas pour nous sous des couleurs d'un rose absolu. « ... Il faut que nos commerçants, nos industriels travaillent sérieusement, amènent leurs procédés et produisent aussi solide, aussi élégant, et aussi bon marché que les autres... »

« Ce qui lui faudrait surtout, continue-t-il, à un point de vue général, se serait de profiter de cette terrible crise pour mettre enfin de la loyauté dans ce domaine des relations économiques où jusqu'ici il y en avait si peu. Tardé avait raison de se moquer de ces économistes qui abominent la guerre tout en préconisant la concurrence effrénée. Celle-ci est une des formes de celle-là, et si on incline à la paix une Conférence internationale permanente pour contrôler les armements, la plus forte raison en devrait organiser une pour surveiller les tarifs commerciaux ; leur danger, pour être indus-trieux, n'en est pas moins réel, et les questions de tarifs amènent souvent les autres... »

Dans l'ensemble de son livre, M. Cambon prodigue d'excellents conseils qui s'inspirent de la vérité et de la raison.

Il est bon d'entendre un homme aussi autorisé que l'ambassadeur de France en vainqueurs et vaincus auront à surmonter.

SAINT-DIE.

« Les dentistes mobilisés se plaignent. Et ils n'ont pas tort. Nous avons été les premiers, au Bonnet Rouge, à féliciter M. Justin Godart sur son heureuse création du corps de dentistes militaires, venue bien tardivement, il est vrai, mais venue tout de même. Il nous a fallu aussi signaler de flagrantes injustices commises quant aux nominations. Maintenant, les chirurgiens-dentistes se trouvent trop peu nombreux, aux armées, et ils s'estiment, avec raison, que la galon d'adjudant et sa solde ne correspondent ni au travail qu'ils fournissent, ni aux grands services qu'ils rendent. Nous nous faisons très volontiers — comme il est de règle, ici, pour les justes causes — l'écho de leurs légitimes réclamations. Il n'y a pas assez de dentistes, au front, c'est certain. Il est inadmissible qu'un chirurgien-dentiste soit l'inférieur en grade et en traitement au premier imbécile venu, embusqué dans l'ambulance comme gestionnaire ou officier d'approvisionnement, c'est inacceptable. Si c'est par économie qu'on n'a accordé aux dentistes que le galon d'adjudant alors qu'un peu partout, et notamment dans le service de santé, tant d'officiers d'administration, tant d'officiers de réserve, nous coûtent fort cher, on nous permettrait de déplorer cette ridicule léserie. Comment ! il y a des emplois absolument inutiles très bien payés, et d'autres très utiles, pas assez rétribués ! Eh ! bien, mais supprimez les uns et augmentez les autres. Rien n'est plus simple. — Voilà. C'est trop simple. Combien de fois n'avons-nous pas déjà demandé la suppression des officiers d'approvisionnement des ambulances, dont on n'a jamais su quelles étaient les fonctions, et qui ont, eux, les galons de sous-lieutenant et de lieutenant ? Et les pharmaciens-majors ! Il y en a trois ou quatre ou un seul suffi. Nous pourrions citer de nombreux centres hospitaliers où un seul pharmacien, sur plusieurs, est occupé, et cela depuis longtemps. Les médecins — qui sont loin d'être tous aussi admirables d'héroïsme que les polius des tranchées, qui n'en pensent pas M. Brillay — les médecins, eux-mêmes, ne sont-ils pas souvent l'objet d'un avancement qui rien ne justifie ? A soigner tant de combattants que la carie dentaire torture, les dentistes sont accablés de besogne. Pourquoi n'auraient-ils pas droit aux mêmes égards, au même traitement que les majors qui restent, parfois, des mois et des mois au repos ? Nos gestionnaires qui donnent quelques signatures par jour, les pharmaciens et les officiers d'approvisionnement dont le péché et les cartes sont les seules occupations de la journée, ont-ils donc plus de mérite que les dentistes ? M. Godart, en vous doit déjà de trop heureux réformes pour que vous ne fassiez pas, dans un très louable esprit de justice, beaucoup plus pour vos dentistes. Edmond TOURGIS.

Les Dentistes RÉCLAMENT

Les dentistes mobilisés se plaignent. Et ils n'ont pas tort. Nous avons été les premiers, au Bonnet Rouge, à féliciter M. Justin Godart sur son heureuse création du corps de dentistes militaires, venue bien tardivement, il est vrai, mais venue tout de même. Il nous a fallu aussi signaler de flagrantes injustices commises quant aux nominations. Maintenant, les chirurgiens-dentistes se trouvent trop peu nombreux, aux armées, et ils s'estiment, avec raison, que la galon d'adjudant et sa solde ne correspondent ni au travail qu'ils fournissent, ni aux grands services qu'ils rendent. Nous nous faisons très volontiers — comme il est de règle, ici, pour les justes causes — l'écho de leurs légitimes réclamations. Il n'y a pas assez de dentistes, au front, c'est certain. Il est inadmissible qu'un chirurgien-dentiste soit l'inférieur en grade et en traitement au premier imbécile venu, embusqué dans l'ambulance comme gestionnaire ou officier d'approvisionnement, c'est inacceptable. Si c'est par économie qu'on n'a accordé aux dentistes que le galon d'adjudant alors qu'un peu partout, et notamment dans le service de santé, tant d'officiers d'administration, tant d'officiers de réserve, nous coûtent fort cher, on nous permettrait de déplorer cette ridicule léserie. Comment ! il y a des emplois absolument inutiles très bien payés, et d'autres très utiles, pas assez rétribués ! Eh ! bien, mais supprimez les uns et augmentez les autres. Rien n'est plus simple. — Voilà. C'est trop simple. Combien de fois n'avons-nous pas déjà demandé la suppression des officiers d'approvisionnement des ambulances, dont on n'a jamais su quelles étaient les fonctions, et qui ont, eux, les galons de sous-lieutenant et de lieutenant ? Et les pharmaciens-majors ! Il y en a trois ou quatre ou un seul suffi. Nous pourrions citer de nombreux centres hospitaliers où un seul pharmacien, sur plusieurs, est occupé, et cela depuis longtemps. Les médecins — qui sont loin d'être tous aussi admirables d'héroïsme que les polius des tranchées, qui n'en pensent pas M. Brillay — les médecins, eux-mêmes, ne sont-ils pas souvent l'objet d'un avancement qui rien ne justifie ? A soigner tant de combattants que la carie dentaire torture, les dentistes sont accablés de besogne. Pourquoi n'auraient-ils pas droit aux mêmes égards, au même traitement que les majors qui restent, parfois, des mois et des mois au repos ? Nos gestionnaires qui donnent quelques signatures par jour, les pharmaciens et les officiers d'approvisionnement dont le péché et les cartes sont les seules occupations de la journée, ont-ils donc plus de mérite que les dentistes ? M. Godart, en vous doit déjà de trop heureux réformes pour que vous ne fassiez pas, dans un très louable esprit de justice, beaucoup plus pour vos dentistes. Edmond TOURGIS.

NOTRE AVENIR

Sous le titre de « Notre Avenir », M. Victor Cambon vient de faire paraître un livre, un recueil très important de ses articles et conférences. Ce livre qui, par la documentation et les moyens de l'auteur, est appelé à faire autorité, intéressera vivement tous les hommes qui se préoccupent de ce que sera la France et le monde, quand la guerre aura cessé d'être « la raison de vivre de l'humanité ». Il convient dès l'abord, de noter cette phrase que M. Victor Cambon prononça le 25 juin de l'année dernière à la conférence qu'il fit à la salle des Ingénieurs civils. Elle montre que M. Cambon n'est pas parti d'un idéalisme qui bannisse la richesse et la prospérité idéales de la France future, en oubliant qu'une chose : la possibilité. C'est avec la logique que l'auteur conclut et non par ce qu'il désire. « Il ne faut pas, dit-il, suivre ces éternes contradictions qui président à la guerre l'industrie française n'aura qu'à se baisser pour recueillir l'héritage de l'expansion allemande à travers le monde... si, ajouta plus loin M. Cambon, si héritage il y a... » Il est certain que les vainqueurs ne devront pas s'endormir sur leurs lauriers, non seulement parce que les vaincus auront à cœur de reprendre leur revanche au moins économique, et que leurs qualités de travailleurs et d'industriels d'opiniâté feront toujours d'eux des concurrents redoutables, mais aussi parce que les peuples seront mieux à même de profiter des conditions nouvelles, s'étant démesurément enrichis pendant la guerre et ne devant pas, après, se trouver écrasés par la surcharge d'impôts.

(1) Victor Cambon. Payot, éditeur. 8 fr. 50.

Les Dentistes RÉCLAMENT

Les dentistes mobilisés se plaignent. Et ils n'ont pas tort. Nous avons été les premiers, au Bonnet Rouge, à féliciter M. Justin Godart sur son heureuse création du corps de dentistes militaires, venue bien tardivement, il est vrai, mais venue tout de même. Il nous a fallu aussi signaler de flagrantes injustices commises quant aux nominations. Maintenant, les chirurgiens-dentistes se trouvent trop peu nombreux, aux armées, et ils s'estiment, avec raison, que la galon d'adjudant et sa solde ne correspondent ni au travail qu'ils fournissent, ni aux grands services qu'ils rendent. Nous nous faisons très volontiers — comme il est de règle, ici, pour les justes causes — l'écho de leurs légitimes réclamations. Il n'y a pas assez de dentistes, au front, c'est certain. Il est inadmissible qu'un chirurgien-dentiste soit l'inférieur en grade et en traitement au premier imbécile venu, embusqué dans l'ambulance comme gestionnaire ou officier d'approvisionnement, c'est inacceptable. Si c'est par économie qu'on n'a accordé aux dentistes que le galon d'adjudant alors qu'un peu partout, et notamment dans le service de santé, tant d'officiers d'administration, tant d'officiers de réserve, nous coûtent fort cher, on nous permettrait de déplorer cette ridicule léserie. Comment ! il y a des emplois absolument inutiles très bien payés, et d'autres très utiles, pas assez rétribués ! Eh ! bien, mais supprimez les uns et augmentez les autres. Rien n'est plus simple. — Voilà. C'est trop simple. Combien de fois n'avons-nous pas déjà demandé la suppression des officiers d'approvisionnement des ambulances, dont on n'a jamais su quelles étaient les fonctions, et qui ont, eux, les galons de sous-lieutenant et de lieutenant ? Et les pharmaciens-majors ! Il y en a trois ou quatre ou un seul suffi. Nous pourrions citer de nombreux centres hospitaliers où un seul pharmacien, sur plusieurs, est occupé, et cela depuis longtemps. Les médecins — qui sont loin d'être tous aussi admirables d'héroïsme que les polius des tranchées, qui n'en pensent pas M. Brillay — les médecins, eux-mêmes, ne sont-ils pas souvent l'objet d'un avancement qui rien ne justifie ? A soigner tant de combattants que la carie dentaire torture, les dentistes sont accablés de besogne. Pourquoi n'auraient-ils pas droit aux mêmes égards, au même traitement que les majors qui restent, parfois, des mois et des mois au repos ? Nos gestionnaires qui donnent quelques signatures par jour, les pharmaciens et les officiers d'approvisionnement dont le péché et les cartes sont les seules occupations de la journée, ont-ils donc plus de mérite que les dentistes ? M. Godart, en vous doit déjà de trop heureux réformes pour que vous ne fassiez pas, dans un très louable esprit de justice, beaucoup plus pour vos dentistes. Edmond TOURGIS.

NOTRE AVENIR

Sous le titre de « Notre Avenir », M. Victor Cambon vient de faire paraître un livre, un recueil très important de ses articles et conférences. Ce livre qui, par la documentation et les moyens de l'auteur, est appelé à faire autorité, intéressera vivement tous les hommes qui se préoccupent de ce que sera la France et le monde, quand la guerre aura cessé d'être « la raison de vivre de l'humanité ». Il convient dès l'abord, de noter cette phrase que M. Victor Cambon prononça le 25 juin de l'année dernière à la conférence qu'il fit à la salle des Ingénieurs civils. Elle montre que M. Cambon n'est pas parti d'un idéalisme qui bannisse la richesse et la prospérité idéales de la France future, en oubliant qu'une chose : la possibilité. C'est avec la logique que l'auteur conclut et non par ce qu'il désire. « Il ne faut pas, dit-il, suivre ces éternes contradictions qui président à la guerre l'industrie française n'aura qu'à se baisser pour recueillir l'héritage de l'expansion allemande à travers le monde... si, ajouta plus loin M. Cambon, si héritage il y a... » Il est certain que les vainqueurs ne devront pas s'endormir sur leurs lauriers, non seulement parce que les vaincus auront à cœur de reprendre leur revanche au moins économique, et que leurs qualités de travailleurs et d'industriels d'opiniâté feront toujours d'eux des concurrents redoutables, mais aussi parce que les peuples seront mieux à même de profiter des conditions nouvelles, s'étant démesurément enrichis pendant la guerre et ne devant pas, après, se trouver écrasés par la surcharge d'impôts.

(1) Victor Cambon. Payot, éditeur. 8 fr. 50.

NOTRE AVENIR

Sous le titre de « Notre Avenir », M. Victor Cambon vient de faire paraître un livre, un recueil très important de ses articles et conférences. Ce livre qui, par la documentation et les moyens de l'auteur, est appelé à faire autorité, intéressera vivement tous les hommes qui se préoccupent de ce que sera la France et le monde, quand la guerre aura cessé d'être « la raison de vivre de l'humanité ». Il convient dès l'abord, de noter cette phrase que M. Victor Cambon prononça le 25 juin de l'année dernière à la conférence qu'il fit à la salle des Ingénieurs civils. Elle montre que M. Cambon n'est pas parti d'un idéalisme qui bannisse la richesse et la prospérité idéales de la France future, en oubliant qu'une chose : la possibilité. C'est avec la logique que l'auteur conclut et non par ce qu'il désire. « Il ne faut pas, dit-il, suivre ces éternes contradictions qui président à la guerre l'industrie française n'aura qu'à se baisser pour recueillir l'héritage de l'expansion allemande à travers le monde... si, ajouta plus loin M. Cambon, si héritage il y a... » Il est certain que les vainqueurs ne devront pas s'endormir sur leurs lauriers, non seulement parce que les vaincus auront à cœur de reprendre leur revanche au moins économique, et que leurs qualités de travailleurs et d'industriels d'opiniâté feront toujours d'eux des concurrents redoutables, mais aussi parce que les peuples seront mieux à même de profiter des conditions nouvelles, s'étant démesurément enrichis pendant la guerre et ne devant pas, après, se trouver écrasés par la surcharge d'impôts.

(1) Victor Cambon. Payot, éditeur. 8 fr. 50.

Au secours de l'École Laïque

Lundi dernier, divers journaux publiaient l'information suivante :

Le général Roques répondant à une lettre de M. Louis Marin, sénateur du Var, avise celui-ci que les membres de l'Enseignement public ou privé du service auxiliaire appartenant à la classe 1891 pourront être placés en sursis d'appel pendant l'année scolaire 1916-1917.

Fin juillet, la presse catholique a tous les échos de nombreux instituteurs allaient être rendus à leur classe et que M. le ministre de l'Instruction publique était bien décidé à conjurer la crise subie par l'école laïque.

Voilà que la montagne accouche... d'une souris. Combien y en a-t-il, dans toute la France, d'instituteurs de la classe 91 mobilisés comme auxiliaires ? environ un cent ! Admettons (ce qui ne paraît pas certain) que tous ces maîtres soient placés en sursis d'appel. Du fait de cette libération, l'inspecteur d'Académie des Bouches-du-Rhône va avoir à sa disposition trois maîtres de plus ; celui de la Côte-d'Or, un seul ! Et cela « dans l'intérêt supérieur de l'enseignement » annoncé sans le moindre humour les circulaires officielles. La farce serait très drôle si la question qui nous préoccupe n'était pas aussi sérieuse. Notons, d'ailleurs, que dans tous les départements, les chiffres aussi élevés nous édifieraient sur l'importance de la mesure prise.

Vraisemblablement, il a dû se passer quelque chose dans la coulisse durant la période des vacances. Cette lettre de M. Paul Poncet à l'un de nos amis, parue avec le visa de la Censure dans la revue l'École de la Fédération, nous apporte un peu de lumière.

Paris, le 16 septembre 1916.

Monsieur,

Le ministre de l'Instruction publique s'est heurté à l'opposition du ministre de la Guerre et n'a pu obtenir la mise en sursis des auxiliaires A. T. Des mesures individuelles ont été seulement envisagées.

La Commission de l'Enseignement est très divisée. Les uns acceptent une mesure d'urgence à tous les instants, les autres s'opposent à tout instituteur auxiliaire B. A. T. Quelqu'un, au R. A. T. auxiliaires et du service armé. Les réactions... s'opposent à toute mesure... à moins que les instituteurs ne bénéficient de mêmes avantages que les instituteurs publics.

Quant à moi, qui comptais sur l'appui de la Commission de l'Enseignement, et qui ne dois examiner la question que dans le sens de la mise en sursis de tous les auxiliaires et je crains que les oppositions soient telles que je ne puisse l'obtenir.

En tous cas, je ne me préoccupe pas d'une démesure. Un autre, s'il le veut, prendra cette responsabilité.

Paul Poncet, Député de la Seine, Rapporteur du projet de loi Nadi sur le renouvel des instituteurs auxiliaires.

Le projet Nadi, qui dort depuis de longs mois, arriverait-il jamais en discussion ? Cependant, on voudrait en ce moment aucune occasion de palabrer sur la « pierre angulaire de la République », sur l'héritage sacré des maîtres qui versent abnégation leur sang pour la défense de la Patrie. On exalte la noble tâche pédagogique, mais on ne veut pas voir les vides creusés dans nos rangs par les mobilisations successives. On discute, on marchandé, on s'alarme ; mais l'école laïque est toujours malade.

J.-F. CHASSANTIE, vice-président du syndicat des instituteurs

« Les dentistes mobilisés se plaignent. Et ils n'ont pas tort. Nous avons été les premiers, au Bonnet Rouge, à féliciter M. Justin Godart sur son heureuse création du corps de dentistes militaires, venue bien tardivement, il est vrai, mais venue tout de même. Il nous a fallu aussi signaler de flagrantes injustices commises quant aux nominations. Maintenant, les chirurgiens-dentistes se trouvent trop peu nombreux, aux armées, et ils s'estiment, avec raison, que la galon d'adjudant et sa solde ne correspondent ni au travail qu'ils fournissent, ni aux grands services qu'ils rendent. Nous nous faisons très volontiers — comme il est de règle, ici, pour les justes causes — l'écho de leurs légitimes réclamations. Il n'y a pas assez de dentistes, au front, c'est certain. Il est inadmissible qu'un chirurgien-dentiste soit l'inférieur en grade et en traitement au premier imbécile venu, embusqué dans l'ambulance comme gestionnaire ou officier d'approvisionnement, c'est inacceptable. Si c'est par économie qu'on n'a accordé aux dentistes que le galon d'adjudant alors qu'un peu partout, et notamment dans le service de santé, tant d'officiers d'administration, tant d'officiers de réserve, nous coûtent fort cher, on nous permettrait de déplorer cette ridicule léserie. Comment ! il y a des emplois absolument inutiles très bien payés, et d'autres très utiles, pas assez rétribués ! Eh ! bien, mais supprimez les uns et augmentez les autres. Rien n'est plus simple. — Voilà. C'est trop simple. Combien de fois n'avons-nous pas déjà demandé la suppression des officiers d'approvisionnement des ambulances, dont on n'a jamais su quelles étaient les fonctions, et qui ont, eux, les galons de sous-lieutenant et de lieutenant ? Et les pharmaciens-majors ! Il y en a trois ou quatre ou un seul suffi. Nous pourrions citer de nombreux centres hospitaliers où un seul pharmacien, sur plusieurs, est occupé, et cela depuis longtemps. Les médecins — qui sont loin d'être tous aussi admirables d'héroïsme que les polius des tranchées, qui n'en pensent pas M. Brillay — les médecins, eux-mêmes, ne sont-ils pas souvent l'objet d'un avancement qui rien ne justifie ? A soigner tant de combattants que la carie dentaire torture, les dentistes sont accablés de besogne. Pourquoi n'auraient-ils pas droit aux mêmes égards, au même traitement que les majors qui restent, parfois, des mois et des mois au repos ? Nos gestionnaires qui donnent quelques signatures par jour, les pharmaciens et les officiers d'approvisionnement dont le péché et les cartes sont les seules occupations de la journée, ont-ils donc plus de mérite que les dentistes ? M. Godart, en vous doit déjà de trop heureux réformes pour que vous ne fassiez pas, dans un très louable esprit de justice, beaucoup plus pour vos dentistes. Edmond TOURGIS.



LE MEILLEUR VERMOUTH DE TURIN

NOS PERMANENCES

En raison de l'augmentation du nombre de renseignements qui nous sont demandés journellement sur les réformés et les exemptés, nous avons cru devoir établir une permanence particulière, réservée uniquement à cette question. Cette permanence fonctionnera tous les mercredis, de 10 h. 30 à midi, aux bureaux du Bonnet Rouge, 14, rue Drouot. Nous prions les intéressés de bien vouloir prendre note de cette nouvelle modification de nos services.

119, Jeuneuse. — X 99 h. 09, rue de Général Billaud.

12^e section. — A 20 h. 30, 4 bis, rue Floyet ; Le Conseil fédéral. Se réunir de la carte.

20^e, Belleville, Saint-Fargeau. — A 21 heures, 20, rue Piat ; Commission administrative de concertation.

Boulogne-Billancourt. — A 20 h. 30, à la Coopérative, 125, boulevard de Strasbourg.

Coopératives

Les Coopératives (Cercle des coopérateurs). — A 20 h. 30, à la mairie, conférence de M. Pousset.

Divers

Avenir social. — A 20 heures, 49, rue de Brest.

LE "TIP" remplace le Beurro

CHEZ TOUTS MARCHANDS DE BEURRO ET CONFERT. (145 le 1/2 kg.)

Variétés

Un Heureux Musée

La bonne ville de Clamecy est une ville heureuse, elle s'honore d'un musée qui, par les richesses incomparables qu'il renferme et les dons dont il est comblé, n'a rien à envier au British Museum ni à notre Louvre national.

Jugez-en plutôt par cette liste de dons parue dans le journal « Le Petit Clamecycois » :

MUSEE. — Le Musée de Clamecy a reçu comme dons :

De M. Gaston du Courroy : Un numéro du quotidien avec Paris, d'Abbeville, en date du 28 août 1916.

De M. X... : Le numéro 2 du journal : La Vie Politessime, contenant la chanson-marche de la 12^e division.

De M. Pion Fernand, à l'Indépendance : Un sou datant de 1753, monnaie papale de Benoît XIV.

De M. L... : Le numéro 202 du Bulletin des Armées (manquant les suppléments). — Plusieurs journaux anglais de 1916.

De M. A. L... : Une photographie de blessés allemands en traitement à l'hôpital de X...

D'un poilu clamecycois : Les numéros 20 et 21 du journal illustré : L'Echo des Goubis, dont le musée possède la collection complète. — Cartes postales de guerre au front par Louis Fort et Franz Malicz.

D'un poilu morvandais : Une image d'Épinal, faite par Hansi, pour le deuxième emprunt ; cette image a été traversée par une balle de schrapnel, tirée tout autour du trou et maculée par la boue de la Somme. Le poilu morvandais accompagne son envoi d'une lettre enthousiaste qu'il termine en disant : « On les aura ». Quand il rentrera au Morvan, après la victoire, il viendra au musée pour voir si l'on a bien conservé son précieux souvenir.

De M. P... : Le Bulletin des Armées : numéros 209, 210, 211, 212, avec leurs suppléments.

Tous nos remerciements.

Les Conservateurs du Musée.

Et comment ! MM. les Conservateurs de ce musée sont des enfants gâtés et ils ne sauraient assez remercier la brave population clamecycoise... Pensez donc ! un sou de Benoît XIV, des numéros de journaux, par ces temps où le papier est si cher !...

Plus loin, dans le même journal, cet avis nous saute aux yeux :

GENDARMERIE. — Un cheval réformé, âgé de douze ans, des brigades de Clamecy, sera vendu le samedi 21 octobre 1916, à une heure du soir, place de l'Église, à Clamecy.

Un cheval réformé, âgé de douze ans ! Qu'en pensez-vous, MM. les Conservateurs, ne serait-ce pas là une pièce d'une infinie valeur ?

Allons dépêchez-vous, bons patriotes de Clamecy, d'honorer de ce don votre Musée municipal.

Victor BONNANS.

Nous recommandons à nos correspondants d'écrire toujours CLAIREMENT ET BRIEVEMENT Plus les lettres sont brèves, plus les réponses sont rapides.

CE SOIR

Théâtres

COMEDIE-FRANÇAISE. — 8 h. Le Stradivarius, ou le bon vieux temps.

ODEON. — 8 h. 15. L'Épave et le Châtiment.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 15. Le Maître de Forges.

THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 15. François les Bas Bleus.

OPERA-SAINTE-MARTIN. — Tous les soirs, 8 h. 15. Maître de Forges, 2 h. 15, jeudi et dimanche. Mmes Simone, G. Margot, Pascal, MM. J. Coquelin, L. Gauthier, Kemm, Azais, J. Duval.

NOUVEL-AMBIGU. — 8 h. 30. Le Maître de Forges.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30. Les Femmes de Bonheur.

THEATRE SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 15. La Dame aux Camélias.

RENAISSANCE. — 8 h. 30. Le Châli.

ATHENEE. — 8 h. 30. L'An de Bourdon.

CHATELET. — 8 h. 30. Les Exploits d'une Petite Française.

BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 30. Faisons un Réve.

PARIS. — 8 h. 30. La seconde Madame Tangueray.

GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30. La Marque de la Bête, d'après Kipling ; Ah ! quelle averse ! l'extra-mur Monsieur Mézine.

VAUDEVILLE. — 8 h. 30 et 8 h. 39. Paris pendant la Guerre, revue cinématographique.

NOUVEAU-CAPUCINE. — 8 h. 30. Antonio, détective.

DEJAZET. — 8 h. 30. On jase à Déjazet, revue.

MICHEL. — 8 h. 30. Bravo, revue.

CLUNY. — 8 h. 15. Le Truc de la Boniche.

APOLLO. — La Déesse du Printemps.

ALBERT 1^{er}. — 8 h. 30. L'Attentat de la Maison Rouge.

MUSIC-HALLS - Concerts - Cabarets

FOLIES-BERGERE. — 8 h. 15. L'Archiduc des Folies-Bergeres.

RENAISSANCE MAYOL (Pal. Gu. 68-67). — Le célèbre comique PRINCE, des Variétés, RIGANDI (en chair et en os) et sa troupe, dans Les Mains de ces Mexicains, sketch. — Paris de concert, 13 articles.

OLYMPIA. — 7 h. 30 et 8 h. 30. Concert, Attractions.

SCALA. — Revue.

ELDORADO. — 8 h. 30. Monsieur Victor, avec Dramon.

BATACLAN. — 8 h. 30. Ça ça ça, revue.

GAITE ROCHOUART. — 8 h. 30. Y a du nouveau, revue.

MOLIN DE LA CHANSON. — 8 h. 1. Les Chansonniers et la Revue.

LA CHAMBERE. — 8 h. 1. Les Chansonniers et la Revue.

PIE QUI CHANTE. — 8 h. 30. Les Chansonniers et la Revue.

FACILU. — Heliche.

CASINO DE PARIS. — 8 h. 30. Music-Hall.

CONCERT MAYOL (Pal. Gu. 68-67). — 8 h. 30. Concert avec les meilleurs artistes.

Tous les jours, à 4 heures, après-concert. Fauteuil 10.

THEATRE-PALACE (Gal. 49-50). — Non ! Tu Jardiennes ! revue ; Les deux Dindons, opérette.

EUROPEEN. — 8 h. 30. Turcy-Carjol et Lacotte dans Sans Jupon, non lieutenant.

Cinéma

TIVOLI-CINEMA. — Faits divers du monde entier. Rapports de Tiroli-Cinema, 14, rue de la Douane, tous les jours de 5 heures à 9 h. 30, avec le même programme que le soir. Location téléphone : Nord 26-44.

NOUVEAUX ALBERT-PALACE. — La série des grandes épopées et des films sensationnels, continue à l'Albert-Palace. Faits divers mondiaux, etc. Grand orchestre symphonique. Séances permanentes de 2 heures à 11 heures.

NOUVEL-AMBIGU. — C'était hier, pour la présente reprise, la cinquième représentation du Maître de Forges. La célèbre pièce de M. G. Ohnet, chaque fois qu'elle est reprise, réalise les recettes les plus fortes. Le Maître de Forges est représenté tous les soirs et, en matinée, jeudi et dimanche.

PORTES-SAINTE-MARTIN. — L'Infidèle, pur chef d'œuvre poétique du maître du théâtre d'aujourd'hui, Le Sphinx, drame étrange et impressionnant, forment le spectacle de la Porte-Saint-Martin. Ces deux œuvres sont représentées tous les soirs et, en matinée, jeudi et dimanche.

RENAISSANCE. — Demain jeudi, matinée à 2 h. 30. Le Châli (Lucile Noëlle, Trévilly, Gorb, Elchepare, etc.). Soirée à 8 h. 15.

GYMNASE. — La répétition générale de la Petite Douce, vaudeville opérette en trois actes de MM. Maurice Jacquelin et Georges Miché, musique de M. Maurice Jacquelin, est fixée à vendredi 29 octobre.

PRINCE-RIGANDI. — CHEZ MAYOL. En chair et en os... CHEZ MAYOL. Sketch comique... CHEZ MAYOL. Paris de concert... CHEZ MAYOL. Domain privé, Matinée... CHEZ MAYOL.

Courrier des spectacles

OPERA-COMIQUE. — Jeudi 19, matinée à 11 h. 30, Lakmé (M. Ed. Clément, Miles Brohier, Tiphaine, France, et le compositeur de la pièce, M. L. Delibes).

NOUVEL-AMBIGU. — C'était hier, pour la présente reprise, la cinquième représentation du Maître de Forges. La célèbre pièce de M. G. Ohnet, chaque fois qu'elle est reprise, réalise les recettes les plus fortes. Le Maître de Forges est représenté tous les soirs et, en matinée, jeudi et dimanche.

PORTES-SAINTE-MARTIN. — L'Infidèle, pur chef d'œuvre poétique du maître du théâtre d'aujourd'hui, Le Sphinx, drame étrange et impressionnant, forment le spectacle de la Porte-Saint-Martin. Ces deux œuvres sont représentées tous les soirs et, en matinée, jeudi et dimanche.

RENAISSANCE. — Demain jeudi, matinée à 2 h. 30. Le Châli (Lucile Noëlle, Trévilly, Gorb, Elchepare, etc.). Soirée à 8 h. 15.

GYMNASE. — La répétition générale de la Petite Douce, vaudeville opérette en trois actes de MM. Maurice Jacquelin et Georges Miché, musique de M. Maurice Jacquelin, est fixée à vendredi 29 octobre.

PRINCE-RIGANDI. — CHEZ MAYOL. En chair et en os... CHEZ MAYOL. Sketch comique... CHEZ MAYOL. Paris de concert... CHEZ MAYOL. Domain privé, Matinée... CHEZ MAYOL.

PETITES ANNONCES

(Tarif général : 4 fr. la ligne)

DIVERS

DEMANDE à louer appartement meublé, deux chambres, cuisine, salle à manger. Ec. : Bugeil, villa Chaumière, Montmorency.

Les offres et demandes d'emplois sont insérées gratuitement.

OFFRES D'EMPLOIS

AJUSTEURS moteurs pour automobiles sont demandés. S'adresser 83, rue Jacques Dubut et 2 ter, boulevard Bourdon, Neuilly-sur-Seine.

JEUNE HOMME 18 ans connaît littérature, très bonne instruction, libre matin ou après-midi, demande place de secrétaire ou collaborateur. Ecrite à M. Stani, 20, rue de Noisy, Aux Lilas.

JEUNE FEMME 35 ans, bonne éducation, demande emploi, se mettrait vite au courant ; rétributions modestes.

JEUNE FEMME 30 ans, 10 ans commerce gros et